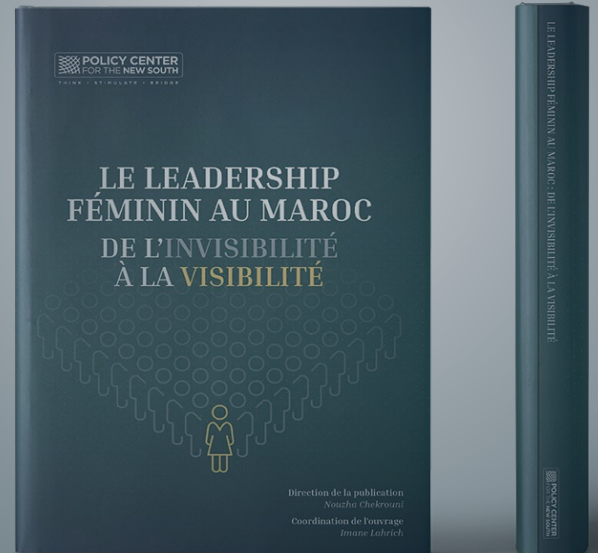


## Policy Brief

# Devenir et avenir de l'action collective féministe à l'ère du numérique au Maroc

Par Imane Lahrich et Nada Drais



PB - 43/22

Comment les féministes, hommes et femmes, constituent-ils des mouvances numériques collectives de revendication avec pour objectif la transformation des situations dans une orientation égalitaire ? Comment ont-ils capitalisé sur les acquis tout en innovant dans leur répertoire d'action ? Comment ont-ils pu réactiver leur dynamique tout en gérant la durabilité et la diversité d'un féminisme contemporain moins conventionnel à l'ère du numérique ? Ce chapitre se consacre au répertoire d'action des cyber-activistes féministes, et analyse le numérique comme espace de mobilisation mettant en avant les questions liées au genre, leur façon d'interagir avec les structures d'opportunité politique (SOP) et leur apport au processus de cadrage.

---

Entre dénonciation et participation, la « société civile » – sous la forme de discours et représentations collectives – est aujourd’hui reconnue comme un écosystème diversifié et composite. À l’ère de la globalisation, les nouvelles technologies de l’information et de la communication (NTIC) n’y sont pas étrangères. Ces dernières ont en effet permis d’assouplir l’accès aux espaces d’influence, d’instaurer de nouvelles configurations d’acteurs et de créer des réseaux dépassant les clivages géographiques, politiques ou sociaux. Ces réseaux permettent à un plus grand nombre de personnes de se regrouper et de relever collectivement les défis de développement, de dénoncer les injustices et de participer au processus de prise de décision.

Si ces réseaux interconnectés ont façonné une nouvelle ère d’engagement citoyen, ils ont aussi rendu possible de nouvelles formes de coopération, de solidarité, et de surcroît d’influence. Alors qu’il y a 20 ans, la société civile aurait pu être considérée comme étant en opposition avec d’autres secteurs, elle est, aujourd’hui, organisée de manière de plus en plus formelle et à travers des réseaux plus souples lui permettant d’intégrer les arènes décisionnelles. Celles-ci, à leur tour, ont développé des processus formels pour l’inclusion et l’engagement de la société civile – une tendance là encore globale et transversale. L’action collective s’est reconfigurée, tout comme son impact sur les politiques et la dynamique du pouvoir.

## INTRODUCTION

L’engagement au sein de l’espace public digital se caractérise par une visibilité plus importante qui propulse la cause défendue, et captive l’attention des soutiens tout autant que des détracteurs des causes. C’est notamment le cas de la cause féministe, à qui profite ce nouvel espace au point de caractériser une nouvelle ère dans l’histoire du mouvement avec la « Quatrième vague féministe » (Bertrand, 2018). Les mobilisations « #metoo » ou « #balancetonporc » ont démultiplié l’importance et le pouvoir de l’outil numérique dans la lutte féministe.

Nous allons donc consacrer ce chapitre au répertoire d’action des cyber-activistes féministes, en analysant le numérique comme espace de mobilisation mettant en avant les questions liées au genre, leur façon d’interagir avec les structures d’opportunité politique (SOP) et leur apport au processus de cadrage. Comment les féministes, hommes et femmes, constituent-ils des mouvances numériques collectives de revendication avec pour objectif la transformation des situations dans une orientation égalitaire ? Comment ont-ils capitalisé sur les acquis tout en innovant dans leur répertoire d’action ? Comment ont-ils pu réactiver leur dynamique tout en gérant la durabilité et la diversité d’un féminisme contemporain moins conventionnel à l’ère du numérique ?

Sur le plan méthodologique, nous avons tenté d’intégrer une approche analytique qui explore les forces et les faiblesses ainsi que les risques et les opportunités pour les cyber-activistes féministes d’agir dans des espaces civique et/ou politique. Et ce, en nous concentrant à la fois sur des facteurs endogènes, tels que leur perception du féminisme, leur boîte à outils de militantisme et leur aspiration de leadership et d’influence, ainsi que sur des facteurs exogènes, à savoir l’environnement sociopolitique dans lequel elles/ils opèrent. Cette combinaison a enrichi l’analyse des capacités des cyber-activistes féministes, permis de réexaminer leur environnement opérationnel et évaluer leur rapport au pouvoir, comme elle a permis également de suggérer des solutions possibles pour contrer les défis liés au rétrécissement des espaces numériques.

---

## EXTENSION DU RÉPERTOIRE DE L'ACTION COLLECTIVE VERS L'ESPACE NUMÉRIQUE

Nous sommes, aujourd'hui, témoins d'une métamorphose du répertoire d'action collective, de la fluidité des espaces et leur re-territorialisation, de l'émergence des nouvelles formes d'expression et de discours, des nouveaux actes de représentation, de dénonciation, de solidarité et de résistance. Cette reconfiguration a vu aussi l'émergence de nouveaux narratifs imprégnés par les rapports de genre, l'ouverture médiatique, la mobilité physique et virtuelle, l'appropriation d'une conscience de plus en plus renforcée sur les droits humains, la capitalisation des acquis, la rupture avec les échecs, la déconstruction et la reconstruction des réalités sociale, politique, et culturelle de la société marocaine.

Dans leurs protestations virtuelle et physique, les féministes ont particulièrement remis en cause les modes de fonctionnement et les rapports hiérarchiques qui régissent la société marocaine sur tous les niveaux. En outre, un processus d'institutionnalisation a été lancé par le « féminisme d'État ». À la faveur dudit printemps démocratique, un féminisme nouveau, conjoncturel et pragmatique, mettant en exergue le vécu local et les différences de classes sociales, s'est développé. Si les féministes historiques ont longtemps incarné « le féminisme », les révoltes de 2011 ont, quant à elles, révélé la pluralité des idées et des expressions des revendications féministes.

Internet et ses réseaux sociaux ont renforcé cette transition à travers la prolifération de l'expression féministe dans de multiples espaces, des blogs aux podcasts, en passant par les forums, les récits numériques dits storytelling, l'engagement sur les médias sociaux, outre l'humour et d'autres formats satiriques créatifs comme mode de communication, etc. Ceci a permis de répondre ou du moins de s'interroger sur la manière dont le changement émanant du monde numérique se produit en termes de culture, d'imaginaire collectif, de normes, de comportements, de pensées et d'attitudes.

Le monde numérique permet, dans une certaine mesure, d'élargir les discussions féministes, de surmonter les limites spatiales et de redéfinir ce à quoi peut ressembler un mouvement social féministe. Il offre un débouché pour de nouvelles possibilités de mobilisation, d'autonomisation, d'auto-organisation et de visibilité d'autres femmes marginalisées. Il permet également de délibérer, de recourir à l'échange d'expertise, de construire des nouvelles identités collectives contre l'oppression et autour de la résistance, et d'exprimer la solidarité. Cependant, l'analyse des dynamiques d'action collective et de changement social est devenue plus complexe, car les technologies de communication numérique ont permis à des acteurs autres que les intermédiaires traditionnels d'occuper des positions d'influence. La croissance des réseaux sociaux, relativement peu coûteux, a donné lieu à de nouvelles expressions d'opinions. Les outils tels que les blogs et les médias sociaux ont conduit à la démocratisation du mouvement féministe en offrant une accessibilité, en encourageant la diversité et en inspirant le leadership dans un mouvement qui a historiquement manqué de ces éléments.

Un essai d'analogie, ne serait-ce que rudimentaire, s'avère impératif. Ceci permettrait de voir s'il s'agit d'une extension, d'une complémentarité ou d'une émergence d'une nouvelle vague de féminisme et un remodelage de son répertoire d'action. L'activisme traditionnel physique mobilise les gens par le biais de campagnes dans la rue ou de porte-à-porte, avec l'aide des réseaux sociaux existants et de l'adhésion à des organisations, des partis politiques ou des établissements d'enseignement dont le processus est encadré. L'activisme numérique, quant à lui, peut mobiliser un grand nombre de personnes en quelques minutes

---

dont le processus est flexible, voire libérateur. Ce dernier favorise également une approche interactive, où divers groupes de personnes peuvent participer par le biais de blogs, de pétitions et d'articles en ligne tout en se connectant aux autres.

Avant l'avènement des outils numériques, les mouvements féministes mondiaux étaient en grande partie façonnés par quelques personnes à travers le discours théorique. Bien que le monde universitaire continue de former l'épine dorsale de la plupart des mouvements féministes, le cyber-féminisme a ouvert une nouvelle voie devant l'activisme féministe. Malgré les contributions positives de l'activisme numérique dans la construction d'un nouveau mouvement de féminisme, il est souvent perçu comme ayant une vision relativement opaque de la réalité. En fait, le féminisme numérique est généralement épisodique et réactif alors que le mouvement hors ligne est plutôt long et proactif. Qui plus est, la planification à court terme et la forte incidence de la haine en ligne pourraient entraîner un taux d'épuisement plus élevé chez les participants en ligne que chez les participants sur le terrain. Les mouvements cyber-féministes peuvent prendre rapidement de l'ampleur et s'éteindre tout aussi rapidement, d'où l'importance du renforcement du rapport de complémentarité entre les deux espaces de revendication.

Le discours autour du harcèlement sexuel a également pris de l'ampleur dans le monde entier. Par exemple, le mouvement « #metoo » contre le harcèlement sexuel, mené par la militante américaine Tarana Burke, a gagné une popularité mondiale grâce à Twitter en 2017. Plusieurs blogueurs ont appelé à des « micro-rébellions », propageant le féminisme dans le cyberespace. De plus, sur Internet, l'option de l'anonymat permet aux femmes de construire leur identité selon leurs propres termes. Elles peuvent discuter de questions qui sont autrement considérées comme sensibles ou tabou pour le domaine public. Au Maroc, suivant le sillage de « #metoo », des mouvements féministes revendiquant plus de lutte contre le harcèlement ont vu le jour. Parmi eux, « #Masaktach », qui signifie « je ne me tairai pas », un hashtag lancé après l'affaire de Khadija, une mineure victime de viol collectif, de séquestration et de torture. Ce hashtag a donné lieu à la création d'un collectif qui dénonce « les violences et abus contre les femmes ainsi que la légitimation de la culture du viol au Maroc ».

Bien que la quatrième vague de féminisme n'en soit qu'à ses débuts au Maroc, les féministes utilisent les outils numériques pour faire prévaloir leur objectifs en appelant, outre à l'égalité et l'intersectionnalité, à l'implication des gouvernements dans la reddition des comptes, la redevabilité, et la prise de responsabilité. Cette volonté s'est notamment concrétisée à travers une pétition nationale pour une parité constitutionnelle au Maroc, lancée par la Coalition « Mounassafa Daba » qui signifie « Parité maintenant », en décembre 2020.

## ANCRAGE DU FÉMINISME NUMÉRIQUE

Nous constatons que les mouvements féministes numériques ont tendance à utiliser les médias sociaux pour atteindre plus de cibles, au lieu de les considérer comme un espace d'activisme en soi. Or, à une époque de circulation sans précédent de l'information, du discours, des visuels et des pratiques, il est nécessaire de reconcevoir le cyber-activisme en soi et son potentiel pour un changement transformateur profond.

*« Lorsque les féministes s'expriment sur les réseaux sociaux créés par elles et pour elles, elles font référence aux différences de classe entre femmes. Elles dénoncent l'incapacité du féminisme historique, animé par des femmes instruites de la classe moyenne, à prendre en charge les enjeux des classes populaires et à rendre compte de l'oppression*

---

*spécifique que subissent les femmes soumises au patriarcat et à l'exploitation de classe. Elles réagissent à « la léthargie » d'un mouvement féministe libéral et élitiste » (Barkaoui et Bouaria, 2013 : 140). Ces nouvelles cyber-féministes ne réinventent pas le féminisme ; elles se l'approprient à leur façon à partir de leur vision des choses et leur vécu.*

Face aux opportunités offertes par les NTIC, l'activité féministe numérique peut aussi être excluante, car les cultures et les langues dominantes jouent un rôle important dans la sélection de ceux qui peuvent être entendus, inclus et vus dans le mouvement. La disparité d'accès à Internet selon les lieux géographiques et la structure des classes socio-économiques constitue souvent un obstacle pour atteindre les masses.

À cet effet, le cyber-féminisme ne peut être considéré comme la panacée pour une revendication universelle de l'égalité des sexes. Les écarts d'accessibilité entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas accès au numérique créent un schisme dans l'idée d'un mouvement cyber-féministe universel. En 2022, le Digital report affirme que plus de 84 % de la population marocaine a accès à Internet<sup>1</sup> dont 14 % ont rejoint la communauté des usagers en 2020, notamment du fait de la pandémie et du développement digital que la crise sanitaire a engendrés, selon l'Agence nationale de réglementation des télécommunications (ANRT).<sup>2</sup> Ces chiffres font état d'une démocratisation de l'accès à Internet mais ne précisent pas les différences en matière de genre ou encore de milieux ruraux ou urbains. Toutefois, il est important de noter que parmi les 60 % des Marocains présents sur les réseaux sociaux, le pourcentage des hommes reste majoritaire. Cela dénote le chemin à parcourir pour qu'un féminisme démocratique numérique puisse fonctionner indépendamment du militantisme hors ligne au Maroc.

Ajoutant à cela que l'augmentation du nombre des femmes sur Internet s'est accompagnée d'une croissance significative du discours de haine et des attaques en ligne à leur rencontre. Selon le Haut commissariat au plan (HCP), près de 1,5 million de femmes sont victimes de violence électronique. Des études indiquent également que les personnes qui subissent ce genre de contrecoups souffrent de divers impacts psychologiques, professionnels et financiers. Ce contenu numérique a un impact profond sur la voix des femmes en ligne, qui les pousse à s'autocensurer, à agir dans l'anonymat ou à se retirer complètement des plateformes en ligne.

En outre, les barrières linguistiques non seulement rendent difficile la recherche au niveau de la base, mais remettent aussi en question l'assimilation des voix marginalisées dans le mouvement mondial plus large. Comme la plupart des grands mouvements féministes en ligne sont anglicisés, le manque de contenu dans les langues locales limite la participation des féministes et entrave leur cyber-activisme. C'est dans ce sens que plusieurs initiatives visent tout d'abord à traduire les différents contenus informatifs avant de mener en avant l'action collective en tant que telle. C'est notamment l'approche du collectif « Masaktach » qui s'attèle à produire du contenu en français mais également en arabe<sup>3</sup> afin de toucher une partie plus importante de la population et démocratiser l'information en rapport avec le mouvement féministe.

Les cyber-féministes peuvent parfois souffrir du syndrome dit kitchen sink en lançant parallèlement plusieurs initiatives en ligne et en s'attendant à des changements seulement

---

1. Digital report 2022: <https://datareportal.com/reports/digital-2022-morocco>

2. Équipement et usages des TIC durant 2020 : <https://www.anrt.ma/sites/default/files/publications/enquete-tic-2020-synthese-fr.pdf>

3. <https://twitter.com/masaktach>

---

avec des ressources numériques. L'espace digital est un prolongement de l'espace public, ce qui signifie que les étapes de concrétisation des actions collectives suivent la même logique. En effet, la médiatisation des causes défendues n'est pas suffisante, bien que nécessaire. Elle devrait s'inscrire dans un processus de continuité qui va au-delà, à travers un suivi qui ne se base pas uniquement sur ces ressources numériques. Toutefois, il est indéniable que l'une des forces premières de l'espace public digital est son pouvoir d'influence à grande échelle. Il serait donc pertinent de questionner la place du pouvoir et les liens qui en découlent dans cet espace.

## LE CYBER-FÉMINISME AU-DELÀ DE L'INFLUENCE

Le pouvoir étant un sujet de prédilection de plusieurs disciplines, nous ne nous attendons certainement pas à le théoriser, mais plutôt l'appliquer à travers des cas et des observations de terrain.

En effet, dans les formats de mouvements non structurés ; orientés vers l'agent en dehors des structures, se pose la question de savoir qui représente qui, qui détient la légitimité, qui exerce le leadership, qui a accès aux NTIC, qui est entendu, vu et inclus dans les moments forts d'engagement et d'influence des cyber-féministes ? D'où l'importance de reconnaître qu'il ne s'agit pas d'une simple connectivité et d'appareils, mais aussi d'appréhension de l'espace numérique, de maîtrise, de compétences, de culture de communication, et de durabilité.

Nous pouvons faire la distinction entre les initiatives des cyber-féministes visant à influencer les processus, les structures et les idéologies (approche abolitionniste) et les initiatives d'influencer des politiques, des programmes ou des projets spécifiques (approche réformiste) : la première nécessite une très grande base de soutien pour atteindre les objectifs, qui sont susceptibles d'être conflictuels face à l'idéologie dominante, impliquant des enjeux élevés et comprennent des appels à des changements de style de vie et de croyance. Tandis que la deuxième, qui a plus de chances de se dérouler à huis clos, est plus coopérative que conflictuelle ; visant une réforme progressive. Entre les deux, réside l'approche frontale qui marque les modes d'action des mouvements sociaux, les démarches de sensibilisation comme point de départ du processus de plaidoyer ou encore les négociations ; méthodes que prônent les ONG internationales.

Quelle que soit la démarche de l'influence, la recherche sur les approches du féminisme contemporain peut être classée à travers deux catégories : une approche orientée vers la structure et une approche orientée vers l'agent, dite aussi « agentivité ».

Dans son travail sur la compréhension dichotomique de l'agentivité et de la structure, Pierre Bourdieu tente de réconcilier la structure et l'agentivité. Selon le sociologue, l'individu est façonné par l'intériorisation de structures extérieures alors que l'action est l'extériorisation d'éléments intérieurs. Sa théorie est alors une dialectique entre extériorisation de l'intérieur et l'internalisation de l'extérieur. Dans ce sens, les formes du pouvoir contribuent à faire le lien entre l'agentivité et la structure : les normes sociales sont intériorisées et ont des effets négatifs conduisant au maintien inconscient des structures existantes. Mais en même temps, l'accent mis sur l'action obscurcit le pouvoir résilient des normes, de la culture et des discours, et détourne donc des stratégies qui pourraient affecter des types de changement plus durables.

Qui plus est, la distinction agentivité/structure est elle-même un problème, car les deux sont perçues comme indélébilement façonnées par des forces sociétales largement

---

indépendantes de notre compréhension ou de notre contrôle. Derrière les écrans, cette distinction demeure valable du moment que les deux approches reconnaissent la position dominante de l'État dans la restriction de l'espace, qu'il soit physique ou virtuel. Mais elles diffèrent dans la mesure où l'une des principales préoccupations de l'approche orientée vers la structure est d'analyser comment l'autonomie des mouvements est façonnée par leur position structurelle vis-à-vis de l'État. Les chercheurs orientés vers l'agentivité, eux, rejettent l'accent analytique sur l'autonomie structurelle. Ils s'appuient plutôt sur une compréhension plus nuancée du contexte politique non monolithique et analysent comment les mouvements développent des stratégies spécifiques pour pouvoir fonctionner dans leur espace politique restreint.

Ce qui pourrait être développé davantage dans l'approche orientée vers l'agentivité est, cependant, une compréhension plus profonde des dimensions politiques que rencontrent les cyber-féministes dans l'espace numérique. Quant à la vision structuraliste, elle ne prend pas suffisamment en compte la manière dont chacun participe, consciemment ou inconsciemment, à des normes, croyances et comportements socialement conditionnés.

Puisque le pouvoir est ancré dans les institutions et les relations qui définissent notre société, il est un ingrédient essentiel d'un féminisme efficace et d'un changement social. Mais comment fonctionne le pouvoir dans le processus politique ? Comment cela affecte-t-il le féminisme ? Qui a accès au pouvoir et à l'influence ? Qui se voit refuser le pouvoir ? Et que doivent faire les cyber-féministes pour promouvoir des relations de pouvoir plus équilibrées ? Les réponses apportées par les mouvements féministes à ces questions façonnent leurs approches d'influence et leur efficacité à long terme. Lorsque les groupes ne se posent pas ce genre de questions, ils peuvent se baser sur un répertoire d'action qui ne répond pas à leurs problématiques.

Ceci dit, le succès du cyber-activisme féministe est défini généralement et uniquement en termes de victoires législatives ou politiques immédiates (comme dans l'approche réformiste) - ce qui ne tient pas compte de la question de savoir si un groupe a atteint la force ou les capacités nécessaires pour maintenir ses gains sur le long terme. En l'absence de groupes de base, physiques, solides, et capables de demander des comptes à ceux qui détiennent le pouvoir sur le long terme, les victoires politiques seront de courte durée et, dans certains cas, remporter ces victoires peut même affaiblir les groupes. Les leaders féministes peuvent éventuellement se concentrer sur le plaidoyer au point de perdre le contact avec leur base constituante ou de ne pas l'impliquer de manière significative, aliénant ainsi les personnes directement concernées et favorisant le ticket gratuit ; élément perturbateur des efforts de la mobilisation.

Au cours des dernières années, l'engagement féministe a gagné en crédibilité et en influence. Pourtant, il a été constaté que ces victoires sont souvent incomplètes, rapidement délaissées et peuvent même saper les organisations et les mouvements sociaux qui sont essentiels pour soutenir le changement à long terme. Dans l'urgence d'adopter de nouvelles approches, d'importantes stratégies ont été éclipsées du répertoire de l'action collective.

Par conséquent, la réflexion sur le pouvoir, la légitimité et la responsabilité a stimulé les efforts des cyber-féministes pour influencer les processus de prise de décision. Néanmoins, leurs expériences en matière de plaidoyer ont obtenu de bons résultats rapides pour influencer certaines politiques aux niveaux local et national ; avec une tendance à se concentrer exclusivement sur le pouvoir visible dans les espaces ouverts. Cependant, cela entraîne une forme de détachement entre le travail des cyber-féministes et leurs communautés et met ainsi en évidence l'importance de se concentrer sur d'autres formes de pouvoir, à savoir le pouvoir invisible (culture) et le pouvoir non visible ou caché (intérêt).

---

## COMMENT RENFORCER LA PLACE DU FÉMINISME NUMÉRIQUE AU MAROC

Une des premières étapes afin de consacrer la place du féminisme numérique, notamment dans le contexte marocain, serait de sensibiliser les citoyens et les décideurs sur la question des espaces numériques en tant que moyen permettant de faire avancer l'agenda féministe afin de rendre la résistance féministe plus inclusive et transparente. La conception de programmes éducatifs est aussi essentielle afin d'apprendre aux groupes sous-représentés comment accéder à ces technologies et les utiliser.

Il s'agirait également de penser aux infrastructures numériques féministes, non seulement en tant que réponses techniques, mais également en tant que réponse qui subvertit l'essence de la technologie et sa démocratisation permettant pour les sans-voix au sein des mouvements féministes et du grand public d'amplifier leurs actions.

L'échange des bonnes pratiques, des compétences, des stratégies de construction de mouvement en ligne, de l'organisation virtuelle de manifestations, des façons dont nous comprenons le leadership, la responsabilité, la représentation, la mobilisation de ressources, le rythme d'engagement, le changement et l'impact, sont également un élément essentiel pour le développement du féminisme numérique.

Dérouter toute tentative de figer et d'homogénéiser les mouvements féministes en ligne et ne pas scinder l'analyse des actions collectives virtuelles et sur le terrain : plutôt que de les considérer comme distinctes, il faut comprendre le flux et l'impact entre l'un et l'autre, et délimiter où se situe leur intersection, où débute l'appropriation du problème et où se termine l'incarnation de cette intersection. Il ne s'agit pas seulement de la manière dont nous reconnaissons et comprenons la forme de nos mouvements, mais aussi de l'intersection des problèmes que nous devons prendre en compte pour analyser de manière critique les structures de pouvoir et stimuler la transformation.

La mise en place de structures législatives et sociales est nécessaire afin de traiter la misogynie et les discours de haine en ligne, qui peuvent entraver le développement du féminisme numérique.

Il s'agirait plutôt d'appliquer une optique féministe de déconstruction du pouvoir pour comprendre et s'engager dans un monde plus connecté, qu'il s'agisse de questions d'accès, d'expression, d'économie, de gouvernance, de participation citoyenne ou d'action publique. Dans ce sens, il faudrait également prendre en considération les aléas politiques et élaborer des programmes innovants en admettant que d'autres façons d'imaginer l'avenir puissent exister.

Ces recommandations semblent primordiales aujourd'hui afin d'amplifier la voix des mouvements féministes à travers le canal du numérique mais pas seulement, en allant au-delà et en concrétisant les actions qui en découlent.



---

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bertrand, D. (2018) « L'essor du féminisme en ligne. Symptôme de l'émergence d'une quatrième vague féministe ? », Réseaux, vol. 208-209, no. 2-3, 2018, pp. 232-257.
- Barkaoui, A. et L. Bouasria (2013), « Les paradoxes de l'indigène. La voix d'une femme est une révolution », Revue des femmes philosophes, 2/3 (Ce que les femmes philosophes pensent du [nouveau] monde arabe), pp.123-147.

## À propos des auteurs,

### Imane Lahrich

Imane Lahrich est chargée de partenariats et d'appui à la recherche au Policy Center for the New South depuis 2019. Auparavant, elle a travaillé dans un cabinet d'intelligence stratégique axé sur les analyses stratégiques, la gestion des risques informationnels et la communication d'influence (2017-2019), après avoir été consultante en recherche et renforcement de capacités pendant trois ans pour des organisations de la société civile et centres de recherche sur des thèmes liés au développement international, au processus de démocratisation et à l'État de droit (2014-2017). Ayant un intérêt particulier à la sociologie des mouvements sociaux et à l'action publique, Imane est titulaire d'un master en études politiques avec une spécialisation en action publique de l'Université Mohammed V de Rabat, et d'une licence d'excellence en sciences politiques de la même université. Elle a également obtenu la bourse d'excellence EMMAG MUNDUS par la Commission Européenne pour un programme d'échange d'un an à Masaryk University en République Tchèque au sein du département des relations internationales et des affaires européennes. En parallèle, Imane a suivi plusieurs formations notamment dans le cadre des projets ERAMSUS+ sur le renforcement des capacités, a contribué à la stratégie de l'Union pour la jeunesse méditerranéenne 2030, ainsi qu'aux recommandations politiques de la Conférence mondiale des ministres responsables de la jeunesse, du Forum de la jeunesse Lisbonne+21, du Forum de la jeunesse du FNUAP dans la région arabe, etc. Imane a publié son premier livre « Evolution de la politique migratoire au Maroc sous le règne de Mohammed VI » par KMéditeurs en 2019.

### Nada Drais

Nada Drais est Program Officer au sein de l'équipe Valorisation de la Recherche du Policy Center for the New South où elle travaille notamment sur la communication du centre. Nada détient un double diplôme de bachelor de l'Université internationale de Rabat et l'Institut d'études politiques de Grenoble et un double diplôme de master de l'Ecole de gouvernance et d'économie et de l'Università di Torino.

## À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

## Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street Hay Riad 10100 - Rabat

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)

